

# Sidwaya

N° 10 473

Lundi 29 septembre 2025

Supplément

Le capitaine Ibrahim Traoré, Président du Faso

## « Nous travaillons à faire du Burkina un pays développé dans quelques années »



A l'occasion de l'an 3 de son accession à la magistrature suprême, le Président du Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a accordé un grand entretien de 90 minutes à la presse nationale et internationale. Un entretien animé par une dizaine de journalistes de médias publics et privés (télévision, radio, presse en ligne et presse écrite) et segmenté en cinq thématiques : défense et sécurité ; politique et société ; économie et développement ; diplomatie et AES ; géopolitique régionale et internationale.

## I. DEFENSE ET SECURITE

**Certains de vos détracteurs vous ramènent régulièrement une phrase qui remonte aux premiers instants de votre prise de pouvoir, quand vous disiez que si tout est mis en œuvre, trois mois suffiraient pour tendre vers la fin de la guerre. Et ces détracteurs disent aujourd'hui que trois ans plus tard, la guerre n'est pas totalement terminée. Monsieur le président, que leur répondez-vous ?**

Merci à tous d'être venus pour cette interview. C'est vrai ! C'est ce que nous aurions souhaité. Mais les choses n'ont pas été comme on le pense. Et j'ai dit : si tout est mis en œuvre. Alors, il y a plusieurs perspectives à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif dans ce laps de temps. Mais tout n'a pas été mis en œuvre comme on le souhaitait.

Primo, l'adversité. Dès que nous sommes arrivés au pouvoir, nous aurions espéré qu'on nous laisse travailler très rapidement et pouvoir avancer. Malheureusement, certaines personnes nous ont approchés et ont voulu que nous allions dans leur sens, parce que leur objectif n'était pas que la guerre finisse de si tôt. Je veux parler des forces étrangères qui étaient présentes sur notre sol. On a eu des débats houleux avec des diplomates venus d'ailleurs sur la question. Mais, personne ne voulait qu'on aille dans le sens de finir cette guerre. Nous l'avons compris à travers les messages.

S'il arrivait que des gens viennent jusqu'à nous dire qu'il faut qu'on accepte qu'ils soutiennent les terroristes et nous soutiennent également, cela veut dire que c'est une guerre entretenue. Donc, nous avons très vite compris, on s'est débarrassé de toutes les forces qui étaient présentes ici, que ce soit les forces françaises ou les forces américaines, et nous avons compris que la lutte sera âpre.

La deuxième chose était que nous croyions que nous avions un minimum d'armes et de munitions en stock. Aujourd'hui, je peux vous dire ce que j'ai trouvé, par exemple, en stock. Il y avait en tout et pour tout au Burkina Faso, moins de 100 000 cartouches de Kalachnikov. Et les armes, nous en avons à peine une centaine. Comment pouvait-on faire la guerre ? Il fallait se rééquiper, doter l'armée en effectifs, en armements, ce qui a

fait que l'objectif de 3 mois demeure ; si ces conditions préalables étaient réunies, c'était bien possible.

Mais il n'y avait rien. On n'était pas préparé à la guerre, tant sur le plan équipement que sur le plan effectif.

**Justement, monsieur le président, vous venez de le dire, quand vous preniez le pouvoir, si on veut le caricaturer, il y avait plus d'hommes que de munitions dans l'armée burkinabè. Et aujourd'hui, où en est-on avec le programme d'armement de cette armée et quels sont les signes qu'elle est en train de monter en puissance ?**

Je ne peux pas dépeindre toute la situation qu'il y avait. C'était catastrophique. Vous pourrez enquêter si vous le voulez. Il y a peut-être des militaires qui étaient au front, sans armes. Cela existait dans notre armée. Donc, ce sont des situations, je ne dirai pas de la mauvaise foi, mais incompréhensibles. Pour nous, il y avait les armes et on refusait de nous doter. Mais face à la réalité, très vite, on s'est résolu à chercher d'abord, à armer l'effectif qui était là. Là aussi, c'était la croix et la bannière. Parce que beaucoup de puissances ont refusé de nous vendre les armes. On s'est tourné vers ceux qui avaient envie de nous vendre les armes. Très vite, on s'est équipé, on a recruté les VDP (Volontaires pour la défense de la patrie), on a pu acheter tout ce qu'on voulait.

Dans le processus, nous avons fait un plan d'équipement pour une montée en puissance. Et comme vous le constatez, depuis maintenant deux ans, les équipements commencent à rentrer. Ce n'est toujours pas fini. Peut-être que dans quelques jours, vous verrez encore de nouveaux équipements qui seront présentés, qui sont principalement des équipements d'appui. Parce que d'abord, il fallait équiper l'infanterie, pour que chaque homme puisse avoir une arme en dotation. C'était un gros défi. Nous y sommes. On continue de recruter, comme vous le constatez. Chaque année, c'est entre 10 000 et 15 000 hommes qu'on recrute. Cela est un effort considérable. Parce que, quoi qu'on dise, l'adversité est là et le nombre de terroristes augmente parce que les impérialistes recrutent beaucoup de mercenaires qui viennent au Burkina Faso pour

combattre. Donc, il faut qu'on s'adapte à la situation.

Maintenant, nous sommes à la troisième phase, qui n'est plus d'acheter, mais de fabriquer nous-mêmes les armes.

C'est cela, la montée en puissance. Il faut bien s'équiper, mais aussi créer une industrie de défense. C'est très important.

**Cela veut dire que dans quelques mois ou bien quelques années, nos militaires vont utiliser des armes made in Burkina ?**

Bien sûr. Nous avons la capacité intellectuelle ; il y a de la ressource. Il suffisait juste de chercher. Nous sommes là-dessus et vous serez surpris, sûrement.

**Monsieur le président, cette guerre, est-ce que nous pouvons la gagner ? Est-ce que nous allons la gagner ?**

Qu'est-ce qu'on ferait ? Soyez sûr, nous n'irons nulle part et nous allons gagner cette guerre. Je vous ai dit que la menace mue beaucoup, mais nous nous adaptons. La force de l'armée burkinabè, c'est que c'est l'une des armées les plus résilientes au monde. La pression que le Burkina Faso a, je ne pense pas que sur cette terre, actuellement, il y a un pays qui a cette pression. Mais nous tenons, nos hommes se battent et nous nous adaptons constamment à la menace et nous comprenons d'où vient la menace, comment elle se manifeste. C'est cela le plus important.

Actuellement, je peux vous rassurer que, bientôt, nous parlerons d'un albinos noir qui va apparaître et vous verrez. Ne me demandez pas de quoi il s'agit, vous comprendrez plus tard. La guerre va finir.

**Pour gagner cette guerre, vous venez de le dire, il faut des armes et il faut aussi des hommes, surtout des hommes déterminés. En ce moment, quel est exactement le moral de nos troupes sur le terrain ?**

Vous avez très bien touché le cœur du problème : la ressource humaine. Il ne s'agit pas juste de payer des équipements, il faut des hommes déterminés. Si vous remarquez, nous sommes en train de construire une armée de qualité. Il n'est pas rare que nous jugeons un chef d'éléments ou d'une unité qui a failli dans sa mission, qu'on le radie ou qu'on le poursuive. C'est arrivé plusieurs fois et cela continuera. Si vous êtes engagé pour être militaire, vous devez

accomplir la mission parce que la mission est sacrée pour nous.

L'autre chose, c'est que malgré la pression, malgré le défi, les hommes continuent de se battre et sont très résilients. Si aujourd'hui, vous demandez à un soldat burkinabè s'il veut que d'autres personnes viennent se battre à leur place ou viennent les aider, il vous dira : jamais ! Il préfère mourir. C'est à ce niveau que vous jugez leur moral. Ils sont prêts, toujours prêts, malgré la situation. Peu importe la bataille qu'on perdra, on va toujours maintenir le terrain. C'est cela qui est très important dans le mental des soldats.

Donc, le moral est au top. Les gens n'espéraient pas être à ce niveau d'équipement, ils y sont. Ils se donnent à fond et moi, je ne peux que féliciter et remercier tous ceux qui se battent. C'est très important.

**Dans votre argumentaire, vous parlez d'une guerre qui prend différentes formes, qui mue. On se pose toujours cette question, dix ans après, qui attaque le Burkina Faso ?**

Ce n'est pas du terrorisme seulement. C'est une guerre pour s'accaparer de nos richesses et nous empêcher de nous développer. Je l'ai une fois développé lors d'un discours. Je disais que si nous arrivions à exploiter convenablement notre sous-sol, à transformer ce que nous sommes en train d'exploiter, ce que nous produisons, il y aurait un sous-emploi chez eux, là-bas. C'est une bataille. Ils pillent nos richesses pour pouvoir survivre. Donc, c'est une guerre d'indépendance. Il faut que nous menions cette guerre pour être totalement indépendants et décider de notre développement, de notre trajectoire. C'est de cela qu'il s'agit actuellement.

**Venons-en à votre sécurité personnelle. Vous venez de l'évoquer, il y a un instant, la pression est énorme. Elle est grande. Le danger vient de partout. Rien qu'en 2025, plusieurs tentatives de coups d'Etat ont été déjouées. Est-ce qu'il vous arrive parfois d'avoir peur ?**

Je pense que c'est la seule force que j'ai. Je n'ai pas peur. Parce que j'ai confiance en vous tous. C'est la première chose. Il faut avoir confiance au peuple, parce que c'est le peuple qui nous a confié cette mission. Et j'ai confiance au peuple, voilà pourquoi on n'hésite pas aussi



Ph : DIRCOM/PF

Les échanges avec la presse ont abordé tous les aspects de la vie de la Nation.

à être devant le peuple, pour lui expliquer la situation et lui dire ce qu'il y a. Cela permet de garder une très bonne relation.

La deuxième chose, c'est qu'il y a une mentalité qu'il fallait développer au sein même de nos forces. C'est très important. Actuellement, cette mentalité-là, les gens comprennent pourquoi ils se battent. Il y a quelques années de cela, plusieurs officiers sur le terrain ne savaient pas pourquoi ils se battaient. Mais, si nous savons pourquoi nous nous battons, qui nous avons en face et pourquoi il y a cette pression, les gens comprennent mieux. C'est pourquoi nous avons même créé tout de suite l'école supérieure militaire, pour que nous puissions former nous-mêmes nos militaires et leur mettre ce que nous voulons dans la tête. Retenez une chose, si vous laissez vos forces être formées par d'autres puissances, elles leur mettent ce qu'elles veulent dans leur tête. Elles les endoctrinent comme elles le veulent et c'est plus facile de les manipuler.

Ici, au Burkina, c'est ce qui fait mal à beaucoup de puissances impérialistes. Elles n'arrivent pas à pénétrer notre armée. Tous ces bataillons qui ont été créés, tous ces hommes qui sont là, personne n'est venu d'ailleurs pour les former. Nous nous sommes bâtis sur notre expérience terrain et nous les avons formés. J'ai personnellement participé à des entraînements de certaines forces au tout début.

Et l'autre force est que si vous avez une mission, un objectif pour votre pays, vous ne devez pas avoir peur.

Si vous avez peur, vous hésitez. Si vous hésitez, vous compromettez. Et une fois que la compromission est là, vous êtes foutus.

***Vous avez tout à l'heure énuméré un certain nombre d'éléments qui font que vous êtes rassurés. J'insiste parce qu'il y a l'histoire aussi. Ces forces impérialistes sont réelles. En 1961, elles ont eu la peau de Patrice Lumumba en RDC. En 1972, elles ont eu la peau de Kwame Nkrumah d'une autre manière. Et puis en 1987, elles ont eu la peau de Thomas Sankara, toujours avec des ennemis internes et parfois avec la complicité de certains voisins. Monsieur le président, on dit que le premier devoir d'un révolutionnaire, c'est de rester en vie pour continuer le combat. Est-ce que vous pouvez rassurer toutes ces personnes, tous ces hommes, ces femmes d'ici et d'ailleurs qui commencent à espérer que vous allez rester en vie ?***

Ils manipulent toujours de l'intérieur. Nous sommes très bien conscients. Et aussi, un devoir pour nous, c'est de participer à notre propre sécurité. Ce n'est pas aujourd'hui de dire que je suis chef d'Etat et je confie la sécurité juste à des gens. Tout le monde y participe, moi-même, j'y participe. C'est pourquoi j'ai dit, ce n'est pas juste une affaire de ceux qui sont à côté de moi, c'est une affaire de tout le peuple. La sécurité, ce n'est pas une affaire d'hommes de tenue et tout ce que vous pouvez imaginer. C'est tout un ensemble. C'est aussi des comportements, des manières de vivre. Il faut éviter beaucoup de choses.

Des erreurs ont été commises dans le passé. Nous, nous avons lu beaucoup surtout ce dont l'impérialisme a eu la peau et nous avons appris beaucoup de leçons. C'est pourquoi on dit qu'on ne laissera pas les choses se répéter. On anticipera, quitte à ce que les gens interprètent comme ils veulent. On va anticiper. Parce que nous avons compris le message, l'espoir qu'il y a, on fera tout pour anticiper toujours les actions de l'impérialisme.

***Du regard de la journaliste que je suis, je me dis qu'il y a un encerclement des pays de l'AES. En Côte d'Ivoire, il y a un camp militaire à Odienné, près du Mali et du Burkina. Le Sénégal installe des unités à la frontière avec le Mali. Sans oublier le Bénin, qui fait frontière avec le Burkina et le Niger. Est-ce que vous voyez les choses de cette manière ?***

Je pense que quand vous décidez de faire la révolution, il faut vous apprêter à cette adversité. C'est logique qu'ils nous encerclent. C'est logique qu'ils essaient de nous faire tomber. C'est une bataille. Ils se battent pour leurs intérêts. C'est à nous qui avons décidé de faire la révolution, de tout mettre en œuvre pour que cet encerclement soit vain.

En Afrique, on a l'habitude de ne pas avoir d'abord une armée forte. Il n'y a pas d'Etat sans armée forte. Mais c'était le système. Ils sont venus nous flatter : « non, il ne faut pas vous armer ». Même récemment, je pense qu'il y a un général américain qui a dit encore

que nos pays n'ont pas besoin d'être militarisés. C'est leur conception : nous sommes comme des enfants ; ils doivent venir faire la sécurité pour nous. Beaucoup de pays ne construisent pas d'armée. Quand la situation arrive, c'est le chaos. Nous, nous sommes en train de construire une armée forte. On se bat en Burkinabè et on se forme au Burkina Faso. C'est très important.

Avant, chaque fois, les forces étrangères, tout le monde venait pour former les soldats. On vous prenait comme des moins que rien. Aujourd'hui, beaucoup de forces étrangères cherchent à venir s'entraîner avec nous. Vous n'allez pas imaginer, les plus grandes puissances cherchent à venir s'entraîner avec nos soldats. Mais, ce n'est pas juste l'entraînement. Ils veulent apprendre comment on fait, comment on procède, qui nous entraîne. Mais personne, aujourd'hui, ne sait comment les BIR (Bataillons d'intervention rapide, NDLR) sont formés, entraînés ou équipés. Pourquoi on croit que ce sont les autres qui nous forment ? Il faut une armée puissante pour faire face à l'adversité. Ils vont continuer à nous encercler. Il y aura toujours, en Afrique, des Chefs d'Etat qui vont l'autoriser, parce qu'ils ont les mains liées, ils trahissent toujours. Ils vont accepter que les impérialistes viennent chez eux pour attaquer leurs propres frères. Si vous acceptez la révolution, vous devez composer avec ce concept. Donc, on n'y peut rien. On

fait avec. Et c'est à nous de nous préparer pour que l'encerclement soit nul, qu'il ne puisse jamais atteindre son objectif.

**Récemment, la CEDEAO a tenu un forum des Chefs d'Etat-major général des armées d'Afrique. Le Mali et le Burkina n'y étaient pas, mais le Niger oui. On sent un manque de solidarité. Vous, qui êtes au sommet de l'Etat, qu'est-ce que vous pouvez nous dire ?**

Pas un manque de solidarité. Retenez que c'est une Confédération, ce n'est pas une Fédération. Sur certains aspects, on fait beaucoup de choses en tandem. Mais dans la Charte, il est dit que les pays peuvent décider des relations et de ce qu'ils peuvent faire. On ne peut pas dire à tel pays de ne pas collaborer avec tel autre. On n'est pas à cette étape d'abord. On est en train de consolider la Confédération sur un certain nombre d'aspects de développement, de défense et de diplomatie. Après, on va passer à la Fédération. Ce sont des étapes. Donc, le Niger peut participer à des rencontres. La Confédération ne se ferme pas. On fait des ouvertures, on côtoie tout le monde. Nous sommes très panafricanistes. On est vraiment ouverts à l'intégration et à tout ce qu'il y a, mais avec des principes.

**Monsieur le président, est-ce que vous avez un problème particulier avec les médias, avec nous les journalistes ? Je dis cela parce qu'on a l'impression qu'il y a eu un malentendu, un brouillard avec les médias nationaux et pas les médias internationaux, dont certains sont tombés dans la poubelle depuis un certain moment. Comment vous analysez la situation ?**

Vous savez que je ne suis pas hypocrite. Il y a eu un malentendu, il y a eu un brouillard au début, mais aujourd'hui, je dois dire que je félicite beaucoup de médias pour leur travail professionnel. Il faut éviter de suivre le travail de l'impérialisme. Certes, beaucoup parmi vous ont été formés par eux. Vous avez été à l'école du Blanc, c'est eux qui vous ont formés au journalisme. Donc, moi, je ne vous en veux pas souvent quand les gens essaient de se comporter comme eux. Mais, je parle pour que les gens prennent conscience qu'il s'agit de notre patrie. Regardez ce matin, par exemple, lisez les titres des journaux en France. Ils vous diront

peut-être qu'il y a eu une mobilisation pour mettre la pression sur le Premier ministre. Ils ne vous diront pas qu'il y a eu une marche contre le pouvoir. Mais, si c'était au Burkina, vous diriez qu'il y a eu une marche contre le pouvoir. Comprenez-vous ? Les Français continuent de nous appeler putschiste ou junte. C'est du français. Mais les journalistes au Burkina nous appelaient aussi putschiste ou junte. Pourquoi suivre les yeux fermés ? C'est toujours de l'esclavage et je veux qu'on abandonne cela. Chaque État doit se battre pour ses intérêts. Leurs journalistes se battent pour leurs intérêts ; pourquoi on ne doit pas se battre pour nos intérêts en Afrique ? Ce n'est pas uniquement les journalistes. J'en veux à certains intellectuels qui sont sur des plateaux de télé en Afrique aussi. Quand ils prennent la parole, vous vous posez des questions. Est-ce qu'il est africain ? Il faut se décoloniser les mentalités, les manières de faire. Chacun doit se battre pour sa patrie. Vous pouvez avoir une information qui est peut-être vraie et juste, mais vous décidez de ne pas sortir l'information parce qu'elle peut porter préjudice à la défense nationale, à la sécurité ou à la cohésion. C'est une décision souveraine parce que vous voulez préserver votre pays. On ne dit pas seulement que dès qu'il y a une information, il faut la sortir. Et très souvent, les journalistes, comme on aime le dire, le train qui vient à l'heure ne les intéresse pas. C'est le train qui est en retard.

**Vous le savez, monsieur le président. Donc vous nous comprenez de temps en temps ?**

Ah oui, mais il faut éviter cela. Moi, je veux maintenant que vous vous intéressiez au train qui vient à l'heure.

**D'accord. Je voudrais vous laisser avec une phrase qui est la devise d'un grand club européen. « Notre maillot peut être taché de sang, de boue et de sueur, mais jamais de honte ». C'est tout ce que je vous souhaite, monsieur le président.**

## II. POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

**Monsieur le président, 30 septembre 2022 - 30 septembre 2025, bientôt 3 ans de gestion du pouvoir d'Etat. Quel bilan d'étape**

**faites-vous en termes de mise en œuvre de votre vision et de votre orientation politique à travers la Révolution progressiste populaire ?**

Il faut dire que nous avons pris le pays, sur le volet sécuritaire avec une situation, mais aussi sur le volet économique, politique avec une autre situation. Retenez qu'il y avait beaucoup de réformes à faire. Tellement de réformes qu'on ne pouvait pas les énumérer en un coup. Donc, nous avons une idéologie que nous avons commencé à mettre en œuvre, la Révolution, jusqu'en avril dernier, où on l'a proclamée officiellement. Il s'agit de révolutionner tous les domaines de notre vie, parce qu'on ne peut pas continuer à faire la même chose qui se passait et espérer avoir un autre résultat. Si nous étions dans la continuité, je pense que c'était mieux qu'on laisse les politiciens continuer leur chose, mais nous avons voulu rompre et la rupture nécessite beaucoup d'engagement. Dieu merci, le peuple a compris. Les gens ont compris qu'il fallait rompre, en termes de comportement, de pratique, en termes de gouvernance, en termes d'économie, de commerce. Et tous les jours, je peux vous dire qu'on continue de découvrir, parce que le système qui était en place, j'aime caricaturer pour dire que c'est comme un gros nœud que nous avons trouvé. Quand vous défaites un, un autre apparaît. Donc, il y a beaucoup de maux dans notre société que nous sommes actuellement en train de résoudre. Et Dieu merci, je peux dire que plusieurs choses ont été lancées, et le bilan, pour moi, est satisfaisant, même si je pense qu'on peut faire encore plus d'efforts.

**Excellence, parlant de Révolution populaire progressiste, il y a eu des explications, certes, mais quel est le contenu de cette Révolution ?**

Le contenu exact, comme je l'ai dit une fois, je ne le dirai pas. Si vous permettez à tout le monde de connaître les détails de ce que vous voulez faire, on peut anticiper sur votre action. Mais, nous avons dépeint les gros points pour que les gens puissent comprendre où nous allons. Alors, si vous remarquez, dans le modèle même de gouvernance, la lutte contre la corruption et la bonne gouvernance, il y a d'abord l'exemple que les gouvernants doivent donner. Vous ne pouvez pas être là, une catégorie

de Burkinabè, parce qu'on vous a confié des postes, c'est le choix entre le bon whisky et le bon champagne, pendant que des femmes meurent en allant chercher l'eau à la rivière, elles se noient. Ce n'est pas possible. Donc, il y a cette idéologie qu'il faut avoir pour pouvoir avoir une société de justice. Tout le monde doit pouvoir avoir accès, par exemple, à l'eau potable. Vous ne pouvez pas manger comme vous voulez, faire le choix des repas, jeter les restes à la poubelle, pendant que d'autres ne peuvent pas avoir un seul repas. C'est ce qui nous a amené à lancer des initiatives dans l'agriculture, par exemple, parce que notre population constituée en majorité d'agriculteurs. Pendant longtemps, on s'est rendu compte qu'ils sont délaissés. Ce ne sont pas nos terres qui sont pauvres, ce n'est pas qu'ils n'ont pas la capacité de travailler. Il fallait leur donner aussi ce souffle-là, ce qui nous a amené à créer des initiatives. Aujourd'hui, je pense que le plus important pour moi, lorsque vous rentrez dans la campagne et que vous posez des questions aux cultivateurs, ils peuvent vous dire que franchement, ils se sentent bien maintenant. Ils cultivent, ils ont de quoi se nourrir, et le surplus, ils le revendent généralement à la SONAGESS (Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire, NDLR) qui achète, qui fait un stock de sécurité. Et lorsque, dans certaines zones ou durant certaines périodes, il y a des soucis, elle le ressort et le vend à prix bien. Quand on prend le domaine même des finances publiques, on est en train de digitaliser beaucoup de paramètres, avec beaucoup de difficultés, parce que les gens n'aiment pas cela. Bientôt, par exemple, on va lancer la facture électronique. Déjà, quand on a émis l'idée, beaucoup de grands opérateurs se sont opposés à cela. Pourquoi ils ne veulent pas la transparence ? Parce qu'on a habitué les gens à la tricherie, à voler. C'est comme une norme. C'est ce qui a été installé, donc il faut changer tout cela.

Sur le plan des infrastructures, il y a beaucoup de choses. Le domaine des marchés publics, c'est d'ailleurs le domaine le plus corrompu. Vous êtes un entrepreneur, vous venez nous voir, on vous donne le marché, vous surfacturez, et après, on se donne quelque chose à

l'arrière. C'est cela, la règle d'or. Et donc, quand quelqu'un même vient avec cette idée, vous êtes exclu d'office, on ne vous permet pas. Et si on laissait continuer dans cela, je ne pense pas qu'on puisse s'en sortir. On ne pourrait pas payer des armes, parce que, comme je l'ai dit, si vous ne faites pas des économies d'échelle, vous ne pourrez pas vous équiper. Vous ne trouverez pas une seule banque dans le monde où vous pourriez prendre un prêt pour payer des armes. Cela n'existe pas. C'est avec vos fonds propres que vous pouvez vous équiper. En tous les cas, nous, on n'a pas eu cette occasion, et si quelqu'un en connaît, peut-être qu'on est preneur. Tout ce qu'on est en train d'acquérir, je vous ai dit une fois le montant, ce sont des milliards de dollars. Comment on fait ? Où on a puisé l'argent ? Mais cet argent était là. Il fallait assainir le domaine des finances, le commerce ...

Pour le fonctionnement de nos sociétés d'Etat, vous avez pu remarquer, cette année, les résultats de 2024, qui sont au-delà, 2025 est encore meilleur que 2024. Je prends le domaine des hydrocarbures, dès 2023, nous avons fait d'énormes progrès. Avant, c'était des subventions de l'État, cela veut dire qu'on collectait encore des impôts pour subventionner la société, pour payer le surplus ou le manque à gagner. Mais maintenant, la société n'est plus dans cette situation. On a épongé toutes les dettes de la société et elle commence à faire des marges. C'est parce qu'il y avait la corruption dans le milieu. Donc, il y a tellement de situations, je ne peux pas tout citer, et donc il faut révolutionner ce domaine aussi par la digitalisation.

Dans l'administration, en général, tout est en train d'être digitalisé pour que les gens n'aient plus accès à l'argent liquide qui circule et que les choses soient transparentes. Vous qui demandez le service, vous savez à quoi cela correspond et vous savez où votre argent part. Les infrastructures, vous êtes témoins aussi, qui sont vraiment un problème crucial ; on est en train de révolutionner tout. Donc, c'est l'esprit comme cela, de changer de paradigme, faire ce qu'on n'avait pas l'habitude de faire. Comprenez cela par cette phrase.

**Excellence, monsieur le président, on est entré dans la Révolution progressiste populaire et on y va,**



« Nous ne sommes pas prêts à être dans le sillon de la diplomatie du mensonge et tout ce qui va avec ».

**mais il y a cette tranche de la population, le politique, qui œuvrait avant. Quelle peut être la place de ce politique actuellement dans cette Révolution ?**

Je ne vais pas être hypocrite encore. Si c'est cette mentalité politique, ils n'ont pas de place dans la Révolution. C'est opposé. Regardez comment le Burkinabè était. Puisque pendant plus de 27 ans de règne de Blaise Compaoré et même le pouvoir du MPP, la même politique continuait. Et notre génération est née dans cette politique. Et les gens ont grandi avec une mentalité. Si tu ne connais pas quelqu'un, tu ne peux pas avoir accès à certains services. Ce qu'on appelle le deal, tout le monde a évolué avec cet esprit de deal, de corruption. C'est dangereux, mais c'est la politique qui a amené cela. Parce qu'il y a des entrepreneurs politiques, des jeunes qui s'élèvent parce qu'ils savent parler, ils savent flatter. C'est quoi la politique en Afrique ? Il faut dire la vérité. Quelqu'un qui a l'art de mentir, de tromper, de flatter. Si vous regroupez tous les vices, vous êtes un bon politicien. C'est la réalité. Au village, quand on voit quelqu'un qui est un trompeur, qui ne dit pas la vérité, on dit qu'il est un politicien. Donc, il faut que cette mentalité change. Beaucoup ont compris, ont changé et marchent avec nous. Maintenant, ceux qui veulent rester dans le radicalisme politique ancien, ils n'ont pas de place, on ne va pas se mentir. Sinon, qui ne faisait pas la politique au Burkina ? C'est le même peuple. C'est parce qu'on a parlé, ils ont compris et par les

actions, ils ont compris que les gens commencent à changer de mentalité. Et nous voulons changer définitivement de mentalité pour que personne ne pense qu'il faut d'abord appartenir à tel parti pour bénéficier d'une route, pour avoir un forage. Non. Tout le monde au Burkina doit bénéficier des bienfaits de la nature du Burkina et du travail du gouvernement. Donc, la manière de faire la politique divise et donne des avantages particuliers à un groupe et l'autre groupe n'a pas d'avantages. Il faut qu'on arrête cela. Beaucoup ont changé. Il y en a qui sont dans des postes de responsabilité. On nous interpelle que lui-là a milité dans tel parti. Je dis aux gens, non, on n'est pas là pour diviser, on est là pour unir. Tant que la personne a compris et veut faire le travail comme on le veut, on le maintient. Comme il y en a aussi qui ont été responsabilisés à des postes et 2 ou 3 mois, vous avez vu qu'on les a chassés. Parce qu'ils viennent et continuent de vouloir faire la même chose qu'ils faisaient : on va te chasser et on va te punir. C'est un changement de mentalité que nous voulons. Tous ceux qui changeront de mentalité sont les bienvenus dans le bateau. Mais si vous voulez continuer à fonctionner comme la politique ancienne, vous n'avez pas de place dans la Révolution.

**Excellence, vous l'avez dit plusieurs fois, il faut de l'ordre et de la discipline pour le développement du Faso. Le recyclage des jeunes a déjà commencé. Comment enrôler les autres couches de la société ?**

C'est un vaste programme que nous

n'avons pas voulu détailler. Mais, j'en ai parlé une fois lors d'un de mes entretiens qu'il y a un vaste programme en cours. En fait, les jeunes, c'est bien, mais ce n'est même pas eux notre cible, ce sont les plus petits. Après la mort de Sankara, vous avez suivi, on a chassé tous les travailleurs des garderies populaires. Certains sont même décédés, malheureusement, les garderies se sont fermées. C'est le privé peut-être qui s'est débrouillé, qui ouvre quelques écoles maternelles. Et l'école est devenue autre chose. Vous savez, si vous voulez qu'une société soit combative et compétitive demain, il faut miser sur les enfants. Aujourd'hui, j'ai séparé les deux ministères pour que le ministère de l'Enseignement de base prenne en compte ce volet. Vous voyez, on a lancé dans les concours normaux ; beaucoup de recrutements pour l'encadrement de la petite enfance, mais on vient de lancer encore de manière exceptionnelle les concours sans formation : ceux qui ont déjà été formés qu'on veut recruter pour que cette année, on commence certain programme. C'est eux la cible et on va y arriver. Nous avons un programme pour que l'on puisse commencer une certaine éducation patriotique, civique au niveau des plus petits. Et une fois que c'est ancré là-bas, nous avons de bons citoyens demain.

La jeunesse aussi, on le fait avec elle. Les bacheliers, on les a fait entrer en immersion. Ils avaient peur au début, mais je pense qu'ils ont compris beaucoup de choses. Ils doivent être plus solidaires, humbles, comprendre le Burkina. Parce que quelqu'un qui est né, à Ouaga 2000, il dort dans le lit qu'il veut, il se plaint même que le matelas n'est pas bien ; le matin, il a le choix du petit déjeuner. A l'immersion, il dort par terre, sur la natte. Il comprendra qu'il y a d'autres Burkinabè qui dorment par terre. A l'immersion, il n'a pas le choix du petit déjeuner. S'il y en a, tant mieux. S'il n'y en a pas, il mange ce que les autres mangent. Déjà, dans sa tête, il comprend qu'il y a deux réalités au Burkina Faso. J'ai dit à l'immersion de leur priver de certaines choses. Il y a des jours où ils auront deux repas, des jours, un repas et des jours sans repas. J'espère qu'ils l'ont fait. C'est pour qu'ils comprennent la vie. On est jeune, mais si on a atteint cet âge et qu'on n'a pas compris qu'il y a

plusieurs types de Burkinabè, c'est dangereux. Il faut que les jeunes comprennent qu'il y en a qui n'arrivent même pas à s'offrir un repas. Et quand il va dormir affamé, toute la journée il n'a pas mangé, vous croyez que si demain, on lui confie une responsabilité, il va toujours avoir dans sa tête : « si moi, j'ai dilapidé de l'argent et qu'il y en a qui n'ont pas mangé » ; c'est sa conscience qui va le gronder. Ce sont des épreuves qu'on les a fait subir. C'était 45 jours que j'avais programmés, mais à cause des inscriptions, j'ai dit de réduire à 30 jours. Les prochaines échéances, j'espère qu'on ira à 45 jours. Les futurs bacheliers et brevetés doivent se préparer à affronter cette épreuve. Et le programme va continuer à s'enrichir, c'était la première expérience. Mais nous espérons pouvoir changer, même les jeunes, leur mentalité.

**En Conseil des ministres, la décision de reformer la loi agraire et foncière, mais aussi le statut des chefs coutumiers et traditionnels avait été adoptée. Quelles sont les motivations ?**

La réforme agraire était nécessaire. Combien de conflits sont nés de cette question de terre ? Il y a des villages où les gens se sont affrontés à la machette, des familles se sont divisées à cause de la question des terres. Il faut que l'Etat prenne ses responsabilités. Mais si vous hésitez parce que vous avez peur de frustrer certaines personnes, c'est pourquoi la révolution est la bienvenue ! Il faut décider à un moment donné d'arrêter tout cela. Il y avait combien de promoteurs immobiliers au Burkina en 2010 ? Ils ne valaient pas une vingtaine. Subitement en 2015, on en a plus de 200. Ils ont acheté des terres partout. Ils vendent et revendent. Ils ont pillé les terres et c'est dangereux. Actuellement, nous avons une application SYCAD (Système intégré de gestion du cadastre et des domaines) qu'on vient de lancer. On est en train d'enregistrer. Ce qui s'est passé est terrible. Même dans les villes, les gens vendent et revendent les parcelles à plusieurs personnes, parce que ce n'était pas digitalisé. C'est un gros registre, vous pensez que quelqu'un peut fouiller le registre pour voir si le numéro de la parcelle appartient à telle personne. Donc, il y a beaucoup de

doublons et cela crée des conflits. Pendant que les politiciens faisaient cela, ils étaient dans des conférences pour prôner la cohésion sociale. Vous ne pouvez pas faire de cohésion sociale en divisant les gens sur la question de la terre. Voilà pourquoi, nous avons décidé de prendre nos responsabilités et d'arrêter ce massacre. La terre appartient à l'Etat. Désormais, on fera tout pour équilibrer au maximum la situation pour que les gens ne se sentent pas lésés.

Pour la chefferie coutumière c'est pareil. Cette loi est là, il y a longtemps. Très longtemps même selon ce qu'on m'a dit mais personne ne veut y toucher. Nous avons décidé de mettre la main à la pâte parce que pour moi, les chefs coutumiers doivent être respectés, ils doivent être écoutés. Ils doivent être ceux-là qui travaillent pour la cohésion sociale. Quand ils parlent, lorsqu'il y a une situation conflictuelle, leur voix doit porter. Donc il y a un certain nombre de privilèges qu'on a mis autour des symboles pour que les gens les respectent et qu'eux-mêmes imposent le respect. Récemment, les politiciens les avaient détournés. Beaucoup, aujourd'hui, regrettent d'avoir marché aux côtés des politiciens. Il y a des villages où les gens sont divisées, où les gens ne respectaient plus les chefs. Avec cette loi que nous avons amenée à l'ALT (Assemblée législative de Transition), nous avons essayé d'élaguer beaucoup de choses pour que leur respect dans la société puisse être restauré. C'est très important.

**La lutte contre le terrorisme affecte notre tissu social, avec des soupçons d'exactions communautaires. Le vivre-ensemble est menacé par endroit. Comment amener les Burkinabè à renouer avec les valeurs cardinales telles que la solidarité, le civisme et la cohésion sociale ?**

Je pense que ces valeurs sont en train de revenir toutes seules. La guerre a contribué à ce que les gens comprennent beaucoup de choses et les gens commencent à s'unir. Vous savez, les inégalités sociales créent plus de problèmes de cohésion sociale que le terrorisme. Il y avait trop d'inégalités sociales. Je disais à certains : vous vous êtes mangé à votre faim, vous allez vous

asseoir comment avec quelqu'un qui a faim pour parler de cohésion sociale. Ce n'est pas possible. Il faut essayer au maximum de mettre les gens à un certain niveau. Tant qu'il y a de la richesse, que ce soit bien réparti. C'est le tout premier pas.

Pour les cas d'exactions, il faut faire attention. Beaucoup d'allégations comme les cas de Solenzo où des images ont été diffusées, on n'a rien dit, on s'est calmé. Et quand ils ont fini de chanter on a montré les civils dont ils parlaient ; ils ont été transportés jusqu'à Ouagadougou et mis en sécurité. Si on les a tués, comment ils peuvent se retrouver à Ouagadougou, mis en sécurité. Souvent c'est fait à dessein. Ils inventent tout ce qu'ils veulent avec leurs ONG et leurs médias, mais on laisse quand ils finissent, on montre la vérité. Les terroristes ont pris des civils comme bouclier humain certes, mais les forces de défense et de sécurité ont pu faire la distinction. Après les combats, ils ont rassemblé des civils à Solenzo. On a dépêché les moyens nécessaires pour les faire venir et ils ont été présentés devant tout le monde. Ce sont des centaines de civils. Ils ont témoigné. Il faut que les gens fassent attention aux récits de certaines personnes qui veulent juste développer des thèses. Leur objectif est de nous diviser. On ne doit pas tomber dans ce piège.

**On a constaté cette année, une reprise du dialogue social entre le gouvernement et les syndicats après plusieurs années d'interruption. Quel message votre gouvernement envoie aux partenaires sociaux quand on sait que la situation était tendue entre le gouvernement et les syndicats ?**

Comment c'était tendu entre le gouvernement et les journalistes (rires). Il faut que chacun comprenne qu'il faut se battre pour sa patrie. J'ai parlé avec des responsables syndicaux, je les ai réunis ici, mais j'ai été déçu après. Je leur ai dit, soit vous êtes des Burkinabè ou vous ne l'êtes pas et le bras de fer s'est enclenché. Après on a décidé de les revoir parce que je suppose qu'ils ont compris le message. Quand ils sont revenus, ils ont voulu encore sortir certains comportements et on leur a dit que cela ne marche pas. Le pays est en guerre et il faut tout faire pour le pays. Ce syndicalisme importé n'est pas du syndicalisme. Il y en a

même qui se vantent d'avoir participé à la chute de Sankara. Vous croyez que c'est bien ça ? Les Occidentaux vous manipulent et vous continuez à agir comme eux ils veulent. Un syndicat se bat pour les intérêts des travailleurs. Mais la plupart du temps, ce que les responsables des syndicats veulent c'est venir manger avec le pouvoir. On a beaucoup de dossier sur de nombreuses personnes, pas seulement les syndicalistes. Les gens qui nous ont approchés au début pour négocier des avantages et en retour, ils sortent et parlent. Il y a beaucoup d'actes que nous avons posés sans attendre que les gens sortent dans la rue pour marcher. Quand j'ai parlé des travailleurs des garderies, ce n'est pas quelqu'un qui est venu nous dire qu'il y a des travailleurs qui ont été chassés et qu'on doit les rétablir dans leurs droits. On a dit au ministre des Finances de trouver l'argent nécessaire pour régler leur situation. Les femmes de la Brigade verte, avaient combien de mois d'arriérés ? Pourquoi les gens ne se battaient pas pour cela avant ? Les femmes balaient devant ma résidence tous les jours et un jour elles ont confié à un de mes hommes que cela fait plusieurs mois qu'elles n'ont pas eu leur salaire. Je me suis renseigné et on m'a dit que c'est vrai, donc j'ai dit de les payer. Il y en a qui avaient des dizaines de mois d'arriérés de salaire.

Il faut que l'on fasse du syndicalisme saint. S'il y a un problème, qu'on nous approche et qu'on nous explique. Si on peut résoudre on vous dira, mais si on ne peut pas, on dira pour l'instant on ne peut pas mais on pourra y trouver une solution à telle période. Je veux qu'on travaille en Africain, quand il y a un problème dans la maison, on s'assoit pour trouver une solution. Nous on se doit d'être véridique. Il faut qu'on soit responsable. Il n'y a pas de problème qui ne puisse pas se résoudre. Il faut toujours agir en mettant en avant l'intérêt de la patrie. Nous n'avons pas rompu le dialogue avec qui que ce soit. Tout le monde est la bienvenue.

### III. ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

**Malgré la crise sécuritaire et la conjoncture internationale, l'économie burkinabè se porte bien avec 1.5**

*de progrès sur le taux de croissance économique en 2024. On sait que l'amélioration de la situation sécuritaire y est pour beaucoup, mais aussi l'agriculture et le secteur des services. Qu'est ce qui est fait par le gouvernement dans l'immédiat pour permettre à l'économie nationale de continuer sur cette lancée ?*

Il y a des efforts qui sont faits. C'est vrai qu'il y a des zones qui ont été sécurisées qui nous permettent de produire et donc la production agricole a beaucoup grimpé, ce qui permet une transformation au niveau des petites unités mais aussi une exportation des excédents de certains produits qui contribuent beaucoup à la balance commerciale. Il y a aussi l'exploitation minière. Il y a un certain nombre de mines qui avaient arrêté l'exploitation en 2020 et en 2018 qui ont repris leurs activités. Cela contribue aux chiffres et nous poursuivons dans ce sens. Actuellement, la tendance du gouvernement dans le secteur minier est d'exploiter notre or nous-mêmes. Il y a des mines dont on a déjà pris le contrôle et on continuera à prendre le contrôle petit à petit ou à coexploiter avec les sociétés qui sont déjà là. La règle avant c'était que lorsque quelqu'un prend le permis et exploite une mine, 10% revient au gouvernement et d'ailleurs on n'avait pas le contrôle sur ces 10%. Actuellement, on est en train de prendre le contrôle pour s'assurer de ce qui sort de notre sous-sol et en prendre une part importante.

Tout cela contribue à la croissance économique. Les initiatives dans le domaine agricole avec beaucoup de spéculations et cela permet une bonne croissance. Lorsque le ministre des Finances apporte les chiffres, j'envoie quelqu'un au marché pour demander le prix de la boîte de maïs ou de mil. Si le coût a baissé, je sais qu'il y a un impact sur la population et c'est le plus important pour moi. Ce travail, on le fait constamment et les services de renseignement sont mis à contribution pour s'assurer que les chiffres macroéconomiques aient un impact sur les personnes vulnérables surtout. On continuera cette croissance s'il plaît à Dieu.

*Si la volonté c'est de soulager davantage le panier de la ménagère et améliorer le pouvoir d'achat du consommateur, peut-être qu'il faut*



Ph: DIRCOM/PF

*Pour le chef de l'Etat, le Burkina Faso est en train de taper à la porte de tous les pays qui ont pu développer des technologies pour envoyer former des étudiants.*

*regarder du côté de la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) que vous avez trouvée déficitaire en 2022 et qui est aujourd'hui pratiquement en surliquidité, parce qu'elle représente la moitié des bénéfices réalisés en 2024 par les sociétés d'Etat. Est-ce qu'il ne faut pas maintenant diminuer le prix du carburant ?*

Ce sont des questions que les gens peuvent se poser. On a fait des progrès, mais quand est ce qu'on a équilibré et commencé à avoir des bénéfices ? Qu'est-ce qu'on en fait ? C'est très important. L'autre question est de savoir si ces bénéfices ne participent pas à quelque chose d'autre au profit des populations. Je prends un exemple : on est en train de créer des brigades de construction des routes dans chaque région. Vous voyez notre réseau routier ? Ce qui est existant est dégradé, même la RN1, surtout la zone de Kokologho. Cela veut dire qu'on a un besoin important d'investissements dans le secteur des infrastructures routières et la SONABHY doit y contribuer beaucoup. Je viens de lui confier cette nouvelle mission, parce que le carburant qui va ravitailler les différentes brigades et le bitume ; la SONABHY va devoir s'en charger. Si on baisse, le rythme va baisser. Vous voulez qu'on aille vite ou pas ? Le carburant se retrouve moins cher au Burkina que dans certains pays côtiers où on part le chercher. Vous pouvez expliquer cela ? Si on doit monter à leur niveau, on fera plus de marges et on pourra

bitumer beaucoup plus de routes. Mais, nous gardons les prix ainsi parce que on veut aller vite. Aujourd'hui, je dois remercier le peuple et les amis du Burkina parce que beaucoup contribuent à Faso Mèbo pour embellir les villes et construire des routes. A un moment donné le gouvernement va devoir financer pour maintenir le rythme. C'est une symbiose entre nous et le peuple et je pense que s'ils comprennent l'effort qu'on fait, là où leur argent part, les gens doivent comprendre qu'on peut rester sur cette ligne. Quand on atteindra un objectif donné, on va pouvoir baisser les coûts. Personne ne va être riche et vouloir que ses enfants vivent dans la misère. Donc les richesses seront partagées mais nous avons du retard qu'on doit rattraper.

Je disais tantôt qu'on ne peut pas continuer à acheter l'équipement militaire, il faut qu'on le produise. Et pour cela, nous avons besoin de construire des usines. Vous n'irez pas quelque part demander un prêt pour construire une telle usine ; personne ne vous l'accordera. Même les équipements qui constituent l'usine, personne ne veut nous les vendre. Regardez tous les équipements de Faso Mèbo, imaginez combien de milliards FCFA il faut. Ils ont été acquis avec l'argent du contribuable. Si j'avais un prêt de 200 milliards en 2022, j'équipais tout le Burkina, mais personne ne veut nous donner des prêts sur ce volet. Finalement, c'est l'argent du peuple qui équipe le peuple. Cela a besoin d'un

minimum de sacrifice. Dès qu'on sentira qu'on peut baisser le prix du carburant, on va le faire.

*Dans le secteur des infrastructures, avec l'ONBAH (Office national des barrages et aménagements hydroagricoles), Faso-Mèbo, tout comme dans les industries avec Faso Kosam, les usines de tomates, la SN-SOSUCO, les mines, l'Etat est de plus en plus présent. Est-ce que l'Etat n'est pas en train de se substituer au privé ?*

C'est une très bonne question. Alors, il faut faire un choix. Ça, c'est une chose. Et l'autre chose, il ne faut pas voir ainsi. Le privé a toujours des domaines d'activité. Mais, il faut avoir cette capacité de s'adapter. Il y a des choses qui doivent revenir à l'Etat mais c'était de nouveau le privé. Pourquoi ? Nous, on n'a pas d'élections à financer, on n'a pas de comptes à ouvrir ailleurs pour sécuriser quoi que ce soit. Cela ne nous intéresse pas. Donc, cela fait que nos rapports avec le privé sont de plus en plus sains. Chacun fait ce qu'il doit faire et paie ses impôts qu'il doit payer. Nous leur disons, chaque fois, de s'adapter. Quand on prend le secteur minier, j'ai réuni les opérateurs et je leur ai dit, investissez dans les mines. Mais, beaucoup n'ont pas compris. Il y a un, en tout cas, qui a commencé à investir. Et, je pense que, dernièrement, j'ai réussi à le joindre et il a indiqué que je lui ai ouvert les yeux. Il ne savait pas qu'il y avait de l'argent là-bas. Pour lui, c'est l'import-export. J'ai dit, dans l'import-export, vous ne faites que sortir nos devises. Et, le peuple ne travaille pas. C'est un exemple. Donc, il est en train de se muer.

Le ministre de l'Agriculture, vous vous souvenez, a tenu des sessions à Bobo-Dioulasso. Il a réuni les opérateurs économiques, en voulant lancer Bagré-pôle et la relance des activités de l'Offensive agropastorale. Mais, je peux vous dire, aujourd'hui, personne n'a investi. J'ai dit, d'accord ! Je fais faire le point du bilan de l'Offensive, puisque nous sommes en 2025. Dans la part que le privé devait prendre pour investir dans nos pôles de croissance, j'ai demandé au ministre, il a dit personne. Ce sont ceux qui étaient déjà dedans comme les producteurs semenciers, qu'on a d'ailleurs encouragés et les coopératives qui ont contribué.

Mais, les grands opérateurs, je le dis haut et fort, personne. Je lui ai dit, ne soyez pas surpris que demain, je dise que personne ne prendra de l'argent pour amener à l'extérieur pour payer du riz et revenir. Vous investissez pour cultiver le riz. Il faut savoir muter. Il faut savoir s'adapter à l'idéologie de ceux qui dirigent. Donc, le secteur privé aura toujours quelque chose à faire. Mais, il faut s'adapter au contexte, parce que si on laisse tout aux mains du privé, il n'y aura pas de pays. C'est ce qui était déjà là.

Quand on prend le CCVA (Centre de contrôle des véhicules automobiles), osez-vous prendre votre véhicule et rouler sans visite, sans contrôle technique ? La police va vous arrêter. Mais, la police, c'est qui ? C'est le peuple qui paie. Ils sont mandatés par le peuple pour faire cette police. Si la police doit contrôler des véhicules pour vous obliger à prendre la visite technique, et cette structure appartient à un privé ou a été privatisée, c'est de l'argent, je dirais gratuit. Vous trouvez cela normal ? Beaucoup de sociétés sont privatisées. Mais cela peut faire rentrer de l'argent pour l'Etat et que l'Etat doit travailler pour tout le monde. Si vous privatisez tout, l'Etat gagne l'argent où ? On ne veut pas construire notre pays ? On veut rester comme ça, dans ce qu'on connaît ? Nous, on veut construire. On veut produire, on veut que tout le monde vive bien et en paix. On veut voir nos enfants dans d'autres types d'écoles. On veut que notre pays se développe. Et pour cela, l'Etat doit prendre ses responsabilités dans certains domaines. Même le secteur des mines. On est en train de racheter. Les deux premières mines qu'on a décidé de racheter, vous avez suivi, c'est près de 100 milliards F CFA. Mais c'est l'Etat qui a payé pour racheter ces mines. Et c'est nous qui exploitons maintenant et on fera ainsi. Même les parts qu'on va prendre, on va les racheter. Il faut que l'Etat soit fort. Si l'Etat n'est pas fort, vous n'avez pas de pays. Il ne faut pas se leurrer.

Le capitalisme ne peut qu'être sauvage. Si vous laissez le capitalisme se développer à un certain niveau, finalement, vous allez vous perdre. Si vous faites une industrie, vous voulez faire du profit. Au début, vous prenez une usine qui emploie peut-être 500 personnes. Et au fur et à mesure,

vous robotisez. Finalement, vous n'avez que 10 personnes. Les 490 sont au chômage. Nous sommes contre ce système. On régule aussi. Certes, digitaliser, mais une certaine robotisation, on est contre. On a une idéologie qu'on va dérouler au fur et à mesure, mais il faut que les gens s'adaptent à l'idéologie. C'est pour le bien-être de tout le monde. Sinon, on va se retrouver dans des situations très inconfortables.

**Monsieur le président, est-ce que cela veut dire que vous attaquez à l'économie de marché, qui est enseigné aujourd'hui en sciences économiques et avec lequel système, les jeunes économistes grandissent ? Parce qu'aujourd'hui, l'Etat vend du yaourt à travers Faso Kosam. Vous avez annoncé les Faso Yaar. On se demande quand vous allez ouvrir les premières boutiques. Tout cela, vous prenez progressivement la place du privé. On ne sait pas quand cela va s'arrêter ?**

D'abord, j'ai dit aux ministres de l'Enseignement supérieur de changer la carte universitaire. C'est fait. Les curricula aussi vont changer. Pourquoi on doit forcément apprendre leur manière de faire l'économie ? On n'est pas en mesure de créer ? Ce sont les gens qui ont inventé, qui ont créé des concepts et qui ont créé l'école. Ce sont les êtres humains qui ont créé l'école. Donc, qui ont mis des programmes et ainsi de suite. Les programmes aux Etats-Unis sont différents des programmes en France, en Angleterre et ailleurs. Chacun a sa manière d'enseigner sa population pour atteindre le niveau souhaité. Nous aussi, nous allons créer notre modèle. Justement, c'est ce qui nous met en retard. Malheureusement, notre modèle d'école n'est pas bien. On a pris celui des autres, adapté, et finalement, on forme quoi ? On forme beaucoup d'économistes dans ce concept. Est-ce que cela marche ? Nous sommes en train de changer de système. Est-ce qu'on fait des progrès ou pas ? C'est là la question. C'est toute la question. Il a parlé de l'ONBAH et d'autres structures. Il y a des barrages qui étaient endommagés ou ensablés, depuis des décennies. Chaque saison, il y a de l'eau dans ces barrages. C'est par notre système qu'on est arrivé à remettre en œuvre ces barrages. Les populations vont produire durant

la saison pluvieuse et toute l'année. Elles sont bien contentes parce qu'elles ont de l'eau potable aussi à travers l'ONEA (Office nationale de l'Eau et de l'Assainissement), par ces barrages, pour la consommation. Et on va continuer dans cette lancée. Est-ce qu'on le fait ou bien on s'assoit et on dit que tout doit être pour le privé ?

Même cette question du privé, certains avaient une mentalité rétrograde, encore politicienne. Nous avons besoin de changer. Vous avez bien suivi les sorties de certains ministres. On vous donne un chantier. Vous prenez l'avance de démarrage et vous faites ce que vous voulez. On vous donne un chantier de bas-fond. Dans le contrat, vous devez finir en mai pour que les paysans puissent accéder au bas-fond et puis cultiver. Vous prenez votre avance et vous vous baladez, vous faites ce que vous voulez. En avril, on passe, on regarde, vous n'avez rien fait. Vous dites que vous partez à votre rythme. On vous contraint, vous allez terminer le bas-fond. Il y en a qui travaillent de nuit jusqu'aujourd'hui pour atteindre leurs objectifs. Pas qu'ils ne peuvent pas, mais c'est une mentalité. Et tant que le privé aura cette mentalité, cela ne va pas marcher. Je vous dis qu'on a près de 1 000 ans de retard. Il faut rattraper. On est dans les années 1800. Il faut rattraper le retard, mais on ne peut pas continuer avec cette mentalité. Alors, on invite les gens à changer et à s'adapter. Vous parlez de yaourt, par exemple. Est-ce que le marché est saturé ? On importe. J'aimerais voir le privé rentrer dans le yaourt pour qu'on n'importe plus. Nous, nous avons adopté des textes pour dire que lorsque quelque chose se produit au Burkina Faso, pour pouvoir importer, il vous faut une autorisation spéciale d'importer. Ce qui stipule que vous devez payer ce qui est à l'intérieur. Lorsqu'il y a le manque maintenant, on vous autorise à importer. Vous voyez que beaucoup de privés sont en train d'ouvrir des usines. Si on ne passe pas par cette méthode, comment on va faire ? Il y a la Minoterie du Faso qui est à Banfora qu'on est en train de restructurer. Mais, parallèlement, on a obligé les grands importateurs à ouvrir des moulins. J'ai été inauguré la dernière fois un à Gampèla. Il appartient à l'un des plus grands importateurs. Quand

on a dit qu'on allait suspendre l'importation, il n'était pas content. Soit vous vous adaptez, ou bien l'Etat va prendre en compte. Ils le font, mais est-ce qu'on arrive à satisfaire la demande ? Il y a la place. On a un grand marché, un marché immense au Burkina et en Afrique. Ne pensez pas que forcément, on a pris la place du privé, non.

**Donc vous allez ouvrir les Faso Yaar ?**

Si ! C'est nécessaire pour réguler, parce qu'il y a cette mentalité de certaines personnes de toujours entraîner la spéculation. C'est dangereux. Récemment, vous avez suivi le cas des motos. Malheureusement, quand il y a eu la situation, on s'est rendu compte que ce n'était même pas un marché régulé. Donc, rapidement, on a dû voir comment on peut réguler ce marché pour que l'importation soit suivie. Comment quelqu'un part importer des motos et il vous dit qu'il n'a pas de facture d'achat ? Puisque le ministère a besoin de la facture d'achat pour voir tout ce que vous avez acheté et vous fixer une marge qui n'est pas à dépasser. Il dit qu'il n'a pas de facture. Donc il part acheter, il vient, il fixe le prix qu'il veut et il revend aux populations. Donc, lui, il s'enrichit et les autres s'appauvrissent. Généralement, quand les gens s'enrichissent, qu'est-ce qu'ils font ? S'ils buvaient la BRAKINA ici, ils ne boivent plus la BRAKINA, c'est le champagne qu'ils cherchent, c'est l'argent qui sort. S'ils roulaient sur peut-être, une petite cylindrée, ils cherchent maintenant une V8, le carburant qui est subventionné par l'Etat, c'est l'argent qui sort. Donc, il faut qu'on réfléchisse à l'économie. Il ne faut pas laisser sortir des devises. Vous dites que vous voulez la monnaie et vous voulez qu'on continue de se comporter de la sorte ? On ne peut pas se comporter ainsi.

C'est pourquoi l'Etat est en train de reprendre le contrôle. On nous a fait des chantages. Quand on a essayé de régler un peu à la douane, il y en a qui nous ont dit que si on fait comme cela, il y aura pénurie de riz. Je dis, faites la pénurie de riz, vous verrez ce que nous allons faire. Si demain, des gens veulent s'entendre pour amener pénurie de riz, c'est nécessaire que l'Etat prenne en compte l'importation de riz. On est prêt à tout. Il faut que les gens changent de mentalité, allez

doucement, cherchez votre intérêt aussi, petit soit-il, mais permettez aux autres Burkinabè de vivre et de ne pas les appauvrir.

**Monsieur le président, on vous a vu à Loumbila auprès des femmes agricultrices pour les accompagner, les soutenir. Mais au-delà, qu'est-ce que vous faites pour donner davantage d'opportunités de revenus aux femmes du Burkina qui alimentent la petite économie dans les quartiers et les villages ?**

C'est l'un des points les plus importants. J'ai dit au ministère de l'Action humanitaire, qui s'occupe des questions de femmes, qu'au lieu qu'on soit dans l'assistanat, de recentrer l'action sur la création d'emplois et de petites entreprises. Les femmes ont des qualités. Regardez la transformation à petite échelle de nos produits de consommation. Les femmes peuvent le faire très bien. Elles sont beaucoup plus patientes que les hommes et elles savent bien faire certaines choses que les hommes. Il faut encourager à ce qu'elles le fassent. Moi, je suis passé à Tenkodogo. J'ai vu les femmes qui ont fait du couscous précuit, qui est bien pour les Forces combattantes, et le savon liquide qu'elles font. J'ai donné des instructions pour qu'on achète le savon liquide de toutes ces femmes qui ont été formées et qui se débrouillent pour fabriquer le savon liquide, dans nos administrations. Tout ce qui est là, c'est importé, même chez vous, dans vos bureaux. Tout le savon liquide est importé, n'est-ce pas ? Ce n'est pas normal. Pendant que nos mamans le fabriquent. Et quand j'ai dit de le faire, il m'est revenu qu'elles n'ont pas de structure formalisée. J'ai dit que je ne veux rien comprendre. Trouvez la formule, c'est leur savon, vous achetez et vous amenez. On me parle de la question d'emballage. Même si vous m'amenez le savon au bureau avec les bidons recyclés des eaux de boisson, je vais l'utiliser. Pourquoi on veut le luxe ? Acceptons nos réalités, transformons ce dont on a besoin et consommons cela. Et on va évoluer au fur et à mesure. Une dame qui peut transformer du savon à petite échelle, si on l'accompagne en lui donnant des marchés, demain, elle peut avoir une grande entreprise qui produit et qui exporte. Voilà la mentalité qu'il faut qu'on développe. Et donc,



PH : DIRCOM/PF

Le capitaine Ibrahim Traoré : « le Burkinabè est intrinsèquement révolutionnaire ».

j'ai dit au ministère de ne plus être dans l'assistanat. Il faut recenser les problèmes des femmes. On a beaucoup de production aujourd'hui. On peut transformer, même à petite échelle et trouver une formule de rassembler. J'ai discuté avec des femmes à Bobo. J'ai dit, par exemple, les produits oléagineux, les femmes peuvent produire de l'huile brute par coopérative, et trouver des gens qui ont un certain niveau, qui mettent une raffinerie en place. Eux leur rôle sera d'acheter les huiles brutes et de les raffiner pour donner de l'huile parfaite sur le marché. Il faut qu'on aille vers ce modèle. Mais, si on s'assoit pour dire que la raffinerie coûte cher, tout le monde n'est pas obligé de faire la raffinerie. On peut juste s'organiser. Donc, dans plusieurs domaines, c'est ce qu'on est en train de vouloir développer. Et permettre aux femmes vraiment de mettre en œuvre tout ce qu'elles savent faire. C'est une politique qui est enclenchée et vous allez voir les résultats.

#### IV. DIPLOMATIE ET AES

**L'Alliance des Etats du Sahel a 2 ans. Comment est-ce qu'elle se porte aujourd'hui ? Quel est son état de santé ?**

Je dirai que concernant l'évaluation de l'état de santé de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), c'est à travers la population que cela s'effectue. Et à travers la population, je pense que l'Alliance se porte bien. Parce que l'AES n'appartient pas aux

dirigeants, l'AES appartient au peuple. Et les peuples ont adhéré. Cela fait que c'est exceptionnel, ce qui se passe. L'AES a pu unir, rapprocher les peuples. Et c'est ça, le plus important. Donc, on rend grâce à Dieu.

**C'est un enfant de 2 ans. On a l'impression que la tête est là, les pieds aussi. Mais, pas encore les bras. On parle d'agence d'exécution, de maître d'ouvrage. Il est peut-être question de transformer l'Autorité du Liptako-Gourma en agence d'exécution. A quel moment, les populations de l'AES pourront voir ces projets de développement, les projets structurants, à leur bénéfice ?** Je pense que c'est une mutation qui est en cours. Ce n'est pas définitif d'abord. Il y a toujours la réflexion, parce que c'est un administrateur provisoire qui est là. Il faut réfléchir à comment on peut la rendre effective en agence d'exécution. Donc, c'est une réflexion qui progresse toujours. Parce qu'il ne faut pas faire les erreurs de reconduire les mêmes institutions. Si on se calque sur les mêmes institutions qui ont échoué, cela ne va pas marcher. Et quel type de projet on veut réaliser pour la population ? Qu'est-ce que l'Autorité du Liptako-Gourma faisait ? Et qu'est-ce que nous voulons maintenant ?

La routine, c'est quoi pour certaines agences d'exécution ? C'est de voir les bailleurs de fonds, réunir le financement pour des projets. Ça veut dire des prêts pour les populations. Est-ce que nous voulons ? Je ne pense pas. Nous partons d'une question endogène.

Si on dit endogénéité, c'est pourquoi le prélèvement est fait pour qu'on puisse ravitailler la banque d'investissement. Il faut, pour son fonctionnement, ses besoins de réaliser des projets dans l'espace, que la banque d'investissement puisse a priori financer. Mais, si c'est pour constituer une agence et repartir chez les mêmes impérialistes qui n'ont peut-être pas la même vision que nous, pour aller se mettre à prêter l'argent pour certains projets, ce n'est pas évident.

**L'AES, c'est aussi la lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, où en sommes-nous avec la force conjointe et quelles sont les actions fondamentales qui ont été posées sur le terrain ?**

Alors, la force conjointe, nous en avons fait l'architecture, comme vous avez pu le voir. Le poste de commandement est installé à Niamey. Actuellement, il s'agit d'équipements des premières unités. Par exemple, pour le Burkina Faso, le premier bataillon est prêt. Les équipements aussi de ce bataillon sont là et nous sommes en train de former le deuxième bataillon qui, dans deux mois (ndlr, à partir de la date du vendredi 19 septembre 2025), sera prêt. Le concept est que chaque pays commande les équipements. On a arrêté un format d'équipements que chaque bataillon doit avoir. Donc, il faut les commander pour qu'on puisse les armer. Et comme je l'ai dit, jusque-là, on ne fabrique pas certains équipements. On est obligé de commander et vous voyez comment le monde est fou. Tout le monde prépare la guerre. Vous pouvez commander aujourd'hui un équipement, on vous donne quatre mois, six mois, huit mois, souvent même des années. Donc, on est obligé de faire avec. Et qui dit force conjointe, dit communication importante. Donc, vous comprenez toute la logistique en termes de transmission qui se trouve derrière. Il faut que ce soit parfait. C'est pourquoi, on ne précipite pas les choses.

Déjà, il y a beaucoup d'opérations qui se mènent de façon conjointe. Donc, c'est déjà le début de la force. Peu importe la situation qui se passe entre le Burkina, le Niger et le Mali, nos forces arrivent déjà à coordonner pour travailler. C'est le plus important.

**S'agissant toujours de la Force**

**conjointe, quand on regarde la photographie de l'AES, la Confédération est entourée par des pays avec lesquels, souvent, il y a des frictions diplomatiques. C'est-à-dire, quand on prend le Niger, il y a des frictions avec le Bénin, le Mali a des frictions avec l'Algérie, le Burkina, même si on ne le dit pas, a des petites frictions souvent avec la Côte d'Ivoire. Comment transformer, justement, ces frictions diplomatiques en opportunités opérationnelles pour lutter contre le terrorisme ?**

Vous voyez, c'est autour de l'AES. Si nous connaissons la menace qu'il y a autour de nous, l'opportunité, la seule opportunité à saisir, c'est de développer des armées très fortes et d'essayer de nous développer. C'est la seule opportunité. Sinon, l'adversité, on va toujours l'avoir. Ce que vous avez cité est réel. C'est réel, mais qu'est-ce qu'on peut bien faire ? Le problème en Afrique, très souvent, ce sont les dirigeants. Ces frictions diplomatiques. Je ne vais même pas dire les frictions entre les Etats. Il n'y a pas de frictions entre les deux pays. Il y a des frictions entre les dirigeants des pays.

**Mais, entre les armées de l'AES et ces pays-là, ça coopère, ça se renseigne, il y a la collaboration ?**

Pour certains cas, je ne sais pas, mais je prends, par exemple, le cas du Bénin. Nous n'avons pas les mêmes approches en termes de terrorisme. Moi, avant d'aller à Moscou en mai, un jour, j'étais là, il y avait une menace qui planait sur un détachement au Bénin. Mais, les militaires n'attendent pas de monter au niveau politique ou quoi que ce soit pour certaines choses. Ils ont contacté les forces à l'Est du Burkina, qui ont confirmé en tout cas la menace. Ils ont demandé si on pouvait faire quelque chose. Moi, j'étais encore là, c'était un samedi, je me souviens. J'ai ordonné à nos appareils d'aller survoler et voir ce qui se passe, parce qu'ils ont intercepté des communications de regroupements. Effectivement, les drones sont arrivés à la frontière, ils ont vu que les terroristes se regroupaient, pas loin de leur base. On a frappé et on a avorté l'attaque. Ce n'est pas une fois, ce n'est pas deux fois. Vous voyez, les forces coopèrent. Ça, c'est l'esprit militaire. Pour un bon militaire, la menace, d'abord, c'est une menace commune. Mais maintenant, le problème vient souvent des dirigeants. Beaucoup ne l'ont pas

compris. Ils sont là dans des guéguerres inutiles. Mais le plus important, la menace est commune. Si quelqu'un croit qu'il peut se soustraire de la menace, il se trompe. Donc, on coopère. Les militaires coopèrent, vous avez dû voir. Par exemple, entre nous et les dirigeants ivoiriens, il ne faut pas se mentir, ça ne va pas. Mais, vous avez dû voir nos militaires, très souvent, même qu'ils se retrouvent, ils s'assoient ensemble à la frontière, qui causent.

**C'est l'occasion de parler des six éléments de la DARA (Direction de l'aménagement rural et de l'agriculture) ivoirienne. Où est-ce qu'on en est ? On a entendu les autorités ivoiriennes lors d'une conférence de presse, ils en ont parlé. Au niveau du Burkina Faso, comment est-ce que cela se passe ?**

Qu'est-ce qu'elles ont dit ? Ils ont franchi la frontière, ils ont été interpellés. Ils sont là. Chaque fois que quelqu'un franchit la frontière, il rentre, il mène des actions, si ce sont les civils, généralement, qui rentrent, qui posent des questions, qui font des enquêtes, c'est de l'espionnage. Donc, c'est logique qu'on les arrête et qu'on les entende. C'est comme avant cette situation. Il y avait des gendarmes qui avaient franchi avec des armes. Il y en avait 6 et 2, entre-temps. On les avait arrêtés, on les avait emmenés jusqu'à Ouagadougou, avec les armes, on les a auditionnés. Mais, un jour, le ministre de la Défense m'a dit que son homologue l'a appelé si on peut les libérer. J'ai vu le service de renseignement et j'ai dit, bon, écoutez, s'ils ne sont pas rentrés avec une mauvaise intention, en raison de la fraternité d'armes, il faut les libérer. Le même jour, ils ont été libérés. Et nous aussi, nous espérons que les Ivoiriens libèrent des civils burkinabè en prison. Malheureusement, c'est 2 ou 3 jours après, qu'on apprend le décès de notre frère en prison. Et d'autres civils et commerçants sont toujours en prison. Ce sont des civils, des commerçants. Ecoutez, ce n'est pas de la bonne collaboration. Donc, on attend. On n'a rien reçu d'abord comme approche ou quoi que ce soit.

**Pourtant, le porte-parole du gouvernement ivoirien a indiqué qu'il privilégiait la voie du dialogue avec le Burkina Faso. Il l'a dit en**

**conférence de presse.**

On les attend. Nous aussi, on avait privilégié la voie du dialogue. On espérait aussi qu'ils libèrent les civils innocents pour qu'ils reviennent. Mais, l'un d'entre eux est mort dans leur prison qui n'est même pas une prison conventionnelle. Donc, écoutez, chacun assume ses actes. Et nous, on n'a pas l'air de mentir. Ce qui est réel, on le dit. Personne ne nous a approchés d'abord. Donc, la situation est telle quelle.

**Les relations entre l'AES et la CEDEAO sont claires. Elles sont limpides. C'est la rupture. On se pose des questions par rapport à l'UEMOA. Récemment, lors de la conférence des ministres des finances de l'UEMOA, il était question que ce soit le Burkina Faso préside la conférence des ministres. Cela n'a pas été le cas. Comment est-ce que cette question a été abordée au niveau du collège des chefs d'Etat de l'AES ? Quelle lecture vous en faites ?**

Ce n'est pas surprenant. Nous, on était préparé à cela. Il y a des gens qui se prévalent de gouverner toute l'Afrique de l'Ouest. Cela ne marche pas avec nous. On le leur a dit clairement. Moi, j'ai déjà dit à certains chefs d'Etat que ça ne marche pas.

**Y a-t-il de quoi quitter l'UEMOA, monsieur le président ?**

S'il y a nécessité. Et peut-être on tend vers cela. Si on ne peut pas gouverner, qu'est-ce que vous voulez ? On nous chasse. Cela a été le cas avec la CEDEAO. On nous pousse vers la porte et on va partir. Donc, on les regarde. La balle est dans leur camp.

**Monsieur le président, vous aimez cette formule : tout est urgent. Au sein de l'AES, est-ce qu'il y a plus urgent ... Même dans la hiérarchisation des urgences, qu'est-ce qu'on peut privilégier aujourd'hui ?**

C'est la question sécuritaire. C'est le plus urgent. Et vient maintenant la question du développement qui est liée à la question sécuritaire. Il faut qu'on libère nos terres et qu'on sécurise nos populations. C'est l'urgence absolue. Donc, tout l'effort, toute la concentration, même nos tâches quotidiennes doivent être orientées vers cela. Chaque fois qu'il y a un incident, en tant que chef d'Etat, on doit être au courant et trouver des solutions.

C'est cela qui est le plus important. Et réfléchir constamment, récupérer nos terres, sécuriser, faire en sorte que même dans 100 ans, cette situation n'arrive plus.

**L'AES, c'est un même peuple, c'est un même destin. On est curieux de savoir comment les autres pays de l'AES perçoivent la Révolution burkinabè.**

Peut-être qu'ils viendront à la révolution. C'est une étape. Mais, il faut savoir que le Burkinabè est intrinsèquement révolutionnaire. C'est le même peuple, par la mentalité qu'on a réussi à inculquer, mais fondamentalement, vous-même, vous êtes Burkinabè. Vous savez que l'on n'est pas facile. Le Burkinabè est intrinsèquement révolutionnaire. Cela fait que la révolution passe plus facilement. Même quand on ne faisait pas la révolution, les gens même réclamaient la révolution. Donc, les autres vont aussi proclamer sûrement, j'espère. On n'a pas le choix que de faire une révolution. Sinon, tout autre concept ne marchera pas. Alors, il faut révolutionner.

## V. GEOPOLITIQUE REGIONALE ET INTERNATIONALE

**Nous allons rester toujours en Côte d'Ivoire. Les relations avec ce pays sont exécrables et avec le langage direct et franc du soldat et révolutionnaire que vous êtes, vous avez eu à donner les raisons de cette colère : vous n'êtes pas contre le peuple ivoirien, mais contre les dirigeants qui donnent le gîte et le couvert aux déstabilisateurs du Burkina Faso ! A quand et dans quelles conditions peut-on avoir un dégel, un échange d'ambassadeurs entre les deux pays ?**

Tout dépend d'eux ! De toutes les façons, ce n'est pas nous qui avons commencé cette situation. Je me souviens qu'au tout début, même le jour du 30 septembre 2022, l'une des premières personnes qui m'a appelé était le Président Ouattara. Et après, son petit frère (ndlr : l'actuel ministre ivoirien de la Défense) est venu par deux fois me voir. C'est vrai, on peut dire que les relations étaient bonnes, mais il a voulu que nous suivions une certaine direction. Mais, en tant que révolutionnaire, nous savons que nous ne sommes pas là pour ça. Nous sommes là pour la révolution, et la révolution, c'est une rupture ! On ne peut pas suivre une certaine

politique !

Petit à petit, les relations ont commencé à se dégrader. Et comme vous l'avez constaté, tous ceux qui ont voulu certains privilèges et n'ont pas eu gain de cause se sont mis contre nous. Ils se sont déployés en Côte d'Ivoire où ils sont entretenus, sécurisés et tout ! Nous savons de quoi nous parlons, et ils savent aussi de quoi nous parlons, pour agir contre nous. Il n'y a pas quelqu'un qui a quitté la Côte d'Ivoire et qui était venu ici en son temps. Nous avons observé. Nous avons attiré leur attention plusieurs fois, ils nous ont dit de passer par les règles de l'art, il faut qu'il y ait de la justice, des mandats d'arrêt. Nous avons satisfait à toutes ces exigences. Mais ils ne répondent pas.

**La Côte d'Ivoire a une élection présidentielle, dans quelques mois. Est-ce un sujet qui vous intéresse ?**

Cela nous intéresse d'autant plus que nous avons tout de même beaucoup de compatriotes en Côte d'Ivoire ! Nous craignons qu'il y ait de la violence. Et ce n'est pas forcément la bienvenue. Parce que nous avons vécu malheureusement et subi, les années passées, les violences en Côte d'Ivoire avec les opérations Bayiri. Tout le monde a subi cette crise ivoirienne au Burkina Faso. Et aujourd'hui, nous ne souhaitons réellement pas qu'il y ait de violences !

**Monsieur le président, qu'est-ce que vous répondez à vos contempteurs qui vous accusent de pratiquer la diplomatie du muscle avec la Côte d'Ivoire, ce pays voisin qui abrite la plus grande diaspora burkinabè, au détriment justement de nos Pawéto (diaspora en langue mooré) qui y sont là-bas ?**

Qu'ils le disent ! Nous sommes Burkinabè. Nous avons décidé de faire une révolution, et nous l'assumons ! Maintenant, celui qui embarque dedans, embarque. Nous ne pouvons pas être dans une révolution et vouloir faire un autre modèle de diplomatie. Je vous ai dit, la diplomatie du mensonge et tout ce qu'il y a, nous ne sommes pas prêts à être dans ce sillon-là. S'il y a quelque chose qui ne va pas, qu'on ait le courage de vous dire que ça ne va pas ; il ne faut pas faire de l'hypocrisie. Généralement, devant les micros, les gens vous disent que tout va bien, alors que c'est faux, ça ne va pas bien ! Il faut qu'on s'assoie, qu'on se parle et

qu'on se dise la vérité. Mais les gens ne veulent pas cela, parce qu'ils ne veulent pas de révolution en Afrique de l'Ouest. Que chacun se prépare à assumer les conséquences de la situation.

**Vous avez certainement suivi le dernier sondage fait par nos confrères de Jeune Afrique. Et avec des résultats qui peuvent sembler étonnants, car les populations des pays francophones sont tous favorables à l'AES. Je dirais que même la Côte d'Ivoire, à 66%, apprécie ce qui se fait au niveau de l'AES. Comment est-ce que vous recevez ce message ?**

Ah bon ? Je n'ai même pas pu suivre cela, car, je ne suis plus ces médias.

**C'était un sondage qu'ils ont fait, et le résultat est tel. Ils ont été au Cameroun, au Sénégal, au Bénin, en Côte d'Ivoire. Et tous ces pays, les populations sont tous favorables à l'AES et apprécient dans la grande majorité ce qui se fait.**

C'est logique, je dirais. Les populations ouest-africaines sont la plupart du temps liées. C'est la même famille. C'est le colon qui nous a divisés. Et quand les gens voient que nous essayons de nous unir, cela ne fait qu'inspirer, faire plaisir aux populations. Cela ne m'étonne donc pas que ces populations apprécient. Ce qui m'étonne, c'est le fait qu'ils aient publié un tel sondage. Pourquoi ils ont publié ?

**Quand vous commandez une enquête, vous êtes obligés de publier les résultats.**

Mais il faut faire attention à ces gens.

**Qu'est-ce que vous faites encore dans l'Union africaine ?**

Ah, une bonne question ! Alors, je dirais que notre situation dans l'Union africaine est tellement passive que nous ne savons pas si nous sommes dans l'Union ou pas ! On nous a suspendus depuis, personne ne nous parle. C'est vraiment un silence radio. A l'heure actuelle, je ne sais pas si je suis dans l'Union ou pas.

**Mais, est-ce qu'il ne faudrait pas marquer un coup, en posant aussi un acte historique, comme cela a été le cas avec la CEDEAO, en claquant la porte à une institution qui, visiblement, ne sert pas grand-chose ? J'ai discuté avec un diplomate sur**

cette organisation. Et après, nous avons vu qu'ils ont nommé un médiateur, le président Burundais. Il devait même venir ici la semaine passée. Mais après, il y a eu une question d'agenda avec nous. On attend. On veut l'écouter d'abord. Parce que nous voulons savoir pourquoi l'UA se comporte comme ainsi. Nous ne pouvons pas prendre une décision sans savoir leur motivation : pourquoi ils ont décidé de nous exclure ? Si nous avons connaissance de leur motivation, si nous quittons, nous pourrions expliquer à nos peuples ce qu'ils ont dit, voilà les raisons. Mais aujourd'hui, si nous quittons l'Union africaine, et qu'on nous demande les raisons, nous ne savons quoi dire !

**Vous pouvez quitter parce que c'est une organisation qui travaille contre les intérêts de l'Afrique. Je ne pense pas que l'Union africaine puisse être dans une posture révolutionnaire comme celle que vous défendez.**

Par respect pour certaines personnes, nous attendons le médiateur qui a été nommé. Il a déjà envoyé son émissaire prendre contact avec nous. Nous l'attendons. Nous avons du respect vraiment pour ce président. Nous attendons qu'il vienne, qu'on discute, qu'il nous dise ce qu'il y a. Et nous lui dirons les conclusions de nos débats.

**Nous allons aller au bord de la Mer Noire, en Russie. Alors, la science a l'art de ses instruments. Vous avez fait des études scientifiques. Lors d'un séjour à Moscou, vous avez demandé au patron du Kremlin de nous apprendre à pêcher le poisson, au lieu de nous donner le poisson : le transfert de technologie. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord et unanime là-dessus. Tout à l'heure, vous disiez que nous allons un jour fabriquer nos armes. Où en est-on aujourd'hui avec ce transfert de technologie ?**

Je pense qu'ils ont bien entendu le message. Je l'ai clamé en 2023, pendant le sommet de Saint-Petersbourg. On nous a donné du blé. Il ne faut pas qu'on aille encore demander du blé ? Il faut cultiver. Si on nous donne du poisson, il faut que nous apprenions à pêcher. Et je pense que les initiatives qu'on est en train de développer vont dans ce sens ! Nous avons demandé donc à la Russie d'offrir un certain

nombre de bourses d'études à nos étudiants pour qu'ils aillent apprendre la science. Elle a accepté. Il y a déjà des étudiants qui sont partis pour étudier dans certains domaines pointus. Si vous regardez la création de l'Agence burkinabè de l'énergie atomique, nous avons plusieurs étudiants que nous avons envoyés depuis l'année dernière pour qu'ils aillent se former dans le domaine atomique qui est une technologie poussée. Et on va continuer d'en envoyer chaque année. Il y a plusieurs autres domaines où nous avons demandé des formations. Ce n'est pas avec la Russie seulement. Avec la Chine, nous avons demandé des formations particulières où nous y avons envoyé des étudiants. En Iran aussi. Nous sommes en train de taper à la porte de tous ceux qui ont pu développer des technologies pour envoyer former des étudiants.

**Géopolitiquement, certains disent que le Président-capitaine Traoré a mis le Burkina sur orbite, à l'image de Thomas Sankara. Qu'est-ce que cela représente pour vous aujourd'hui ? Avez-vous toujours la tête sur les épaules ?**

Nous avons forcément la tête sur les épaules. C'est une charge, une mission globale qui nous a été confiée, de voir que tout le monde s'intéresse au Burkina. Je dirai que c'est une charge, une responsabilité. Et nous devons l'assumer avec toute la concentration nécessaire. Nous n'avons pas le droit de faillir. Qu'on le veuille ou pas, nous allons aller dans le sens des peuples. Car, c'est pour eux que nous sommes là. Le Burkina est vraiment en orbite, comme vous le dites. Et nous travaillons à maintenir le Burkina dans cette posture, à être le pays des Hommes intègres, le pays modèle, le pays qui va quitter cette situation de sous-développement, et être dans quelques années un pays très développé, faire un miracle, car c'est ce à quoi les gens aspirent. Et aussi pouvoir donner notre part de voix pour le bonheur du monde, si je peux le dire ainsi.

**Depuis que vous êtes chef d'Etat, vous voyagez très peu. Le seul pays hors d'Afrique où vous êtes allé, c'est la Russie. Et on a vu vos homologues africains aux Etats-Unis, avec une sorte de photo de classe, avec le Président Trump. Et j'ai même vu un commentaire d'un ami qui me disait que le capitaine**

**Traoré n'aurait jamais accepté faire cela. Est-ce que c'est vrai ?**

(Rire) ! Ecoutez, moi je voyage peu, comme vous l'avez dit. Je suis parti en Russie deux fois, mais pour des objectifs bien précis. Il se peut que j'aille vers d'autres partenaires pour des objectifs bien précis. A part cela, je ne compte pas aller faire le tour du monde, comme les autres le font. Parce que pour moi, il faut rester concentrer et travailler pour mon pays. Le Président Trump, lui-même, il a dit : « America first ». C'est l'Amérique d'abord ; il travaille pour les intérêts des Américains. Et donc moi, je travaille pour les intérêts des Burkinabè. Si je n'ai pas d'intérêt là-bas, qu'est-ce que je vais aller faire ?

**L'un des grands sujets géopolitiques actuels, c'est bien sûr le conflit israélo-palestinien. Des Etats occidentaux ou européens, pour ne pas les nommer, disent qu'ils vont reconnaître l'Etat palestinien, et c'est un signe fort. Mais comme d'habitude, l'Afrique est quasiment silencieuse. Elle est dans la position attentiste. Est-ce que vous pouvez donner une position qui permet de comprendre un peu ce que pense l'Afrique par rapport à ce qu'on est en train de vivre aujourd'hui dans la Bande de Gaza ?**

Je ne peux pas vous donner une position qui permet de voir ce que pense l'Afrique. Car beaucoup de dirigeants africains ont une autre manière de voir les choses. Le malheur de l'Afrique c'est que nous ne sommes pas unis. Nous ne voyons pas les choses de la même manière. Certains ont peur. D'autres ont les mains liées. Certains sont là pour des intérêts d'autres personnes. Ecoutez, l'Occident a amené des gens chez

eux et qui y ont grandi pour ensuite venir faire d'eux des chefs d'Etat africains.

Donc, l'Afrique ne peut pas avoir une opinion. Mais je sais qu'au fond de tout un chacun, personne n'aimerait voir ce qui se passe là-bas se passer chez lui. Mais malheureusement, sur le continent africain, il y a des situations pareilles. Qu'est-ce qu'on fait même pour la RD Congo ? Ça fait combien de millions de morts depuis combien de temps ? Au Burkina, nous sommes en guerre. Est-ce que vous avez vu des pays africains porter la voix de Burkina depuis les 10 années passées ? C'est rare ! L'Afrique a donc ce problème. Pendant qu'en Europe, s'il y a un problème, tout le monde est uni, les gens arrivent à rapidement trouver des solutions. Les Etats-Unis, c'est pareil. Mais l'Afrique a ce problème. Cela fait 10 ans que nous nous battons mais vous n'avez pas entendu quelqu'un porter la voix du Burkina au niveau des instances internationales, ni pour le Mali, ni pour le Niger. Nos populations meurent, ce n'est pas leur problème ! Au Congo, les gens meurent, ce n'est pas notre problème !

La dernière fois, j'ai essayé d'interpeller encore. Cela fait combien de millions de morts au Soudan ? Regardez combien ce pays est déchiré. Il y a beaucoup de conflits sur notre sol africain déjà. On n'arrive même pas à porter la voix. Comment on va porter la voix des autres ?

**Est-ce que le Burkina est prêt à reconnaître l'Etat palestinien ?**

C'est un Etat. Pourquoi on ne va pas reconnaître l'Etat palestinien ? Ce qui s'y passe est très grave. L'Etat palestinien existe et doit exister. Sinon, cette guerre ne finira jamais.

Pendant que vous croyez qu'elle va finir, elle reprend de plus belle. Vaut-il continuer ainsi ? Mais, je pense aussi qu'il y a beaucoup des parts de responsabilité des pays de la région. Car c'est leur région et les gens doivent pouvoir donner la voix pour trouver une solution à ce conflit. Quant à nous, nous allons continuer de nous battre ici. L'Etat burkinabè doit demeurer, c'est cela qui est le plus important ! Et nous allons nous battre pour notre pays !

**Nous sommes donc au terme de ces 90 minutes face à la presse. Merci pour votre disponibilité. Et merci pour cette belle opportunité offerte à la presse nationale et internationale. Mais avant de nous séparer, avez-vous un message particulier à l'endroit du peuple burkinabè à l'orée du troisième anniversaire de votre accession à la magistrature suprême ?**

Cela fait trois ans que nous cheminons ensemble. C'est d'abord des mots de remerciement du fond du cœur. Car le peuple est resté concentré pour écouter les messages que nous avons véhiculés. L'une des armes importantes que nous avons utilisées, c'est aussi la communication. Car, nous avons compris que les impérialistes ont toujours utilisé la communication pour détruire l'Afrique. Tout ce qui se passe comme conflit, ce sont des manipulations. Je prends encore le cas du Soudan. Deux groupes sont manipulés par des puissances. Il faudrait qu'à un moment donné, nous nous parlions, nous nous asseyions, que nous exploitions nos ressources ensemble, pour faire vivre nos populations. Tout ce qui s'est passé comme assassinat de leaders politiques en Afrique, les guerres, c'est à travers la communication qu'on manipule les gens.

La communication est très importante. Le peuple burkinabè a été concentré pour percevoir le message. Nous continuerons de communiquer pour leur faire comprendre ce que nous faisons et vers où nous partons, et cela est le plus important.

Deuxième chose, je remercie Dieu qui a permis à ce que nous puissions, malgré la guerre, poser des actes et communiquer sur ces actes pour que le peuple comprenne qu'un lendemain meilleur est possible. L'espoir est permis. Et tant que les gens garderont cet espoir, nous allons arriver au point que nous souhaitons.

Et la dernière chose, c'est cette situation sécuritaire qui est là. Nous voulons rassurer que la guerre va finir au Burkina Faso. Nous vivrons en paix, nous ferons ce que nous avons à faire de nos richesses et nous allons nous développer. Cela est une certitude. Le rêve que nous avons pour le Burkina Faso, nous allons l'accomplir. Nous continuerons de combattre les derniers bastions importants du terrorisme, nous allons continuer à les conquérir ; comme en 2025 avec cette grande vallée qui était un gros réservoir économique pour les terroristes que nous avons récupérés. Il y a plusieurs autres endroits où l'orpaillage continue pour ravitailler les terroristes. Nous allons récupérer toutes ces zones et l'espoir est permis.

Bon courage à tout le monde et restez concentrés, résilients et nous continuerons à nous parler. C'est cela le plus important. Une fois que nous nous parlons, nous nous comprendrons et nous avancerons !

**Entretien retranscrit par la Rédaction**



En 90 mn, le capitaine Traoré a répondu à toutes les questions sans tabou.